

Nous ne pouvons pas nous exclure des règles internationales lorsque les décisions rendues ne nous satisfont pas. Ces règles ne sont pas faites pour être contournées.

Examinons maintenant une autre donnée économique, et une autre vieille hypothèse dont il faut nous débarrasser. Nous avons encore tendance à nous voir comme un pays d'usines et de fermes. Mais en 1988, le secteur agricole ne représentait plus que 3,6 % de l'emploi au Canada, et le secteur manufacturier s'établissait à 25 %. Plus de 70 % des emplois canadiens étaient attribuables au secteur des services. Il s'agit là d'une transformation économique d'une portée considérable.

Et pourtant, voyez quelles sont les réactions à la nouvelle taxe de vente fédérale. La taxe actuellement en vigueur - sur les produits manufacturés - avait été conçue en fonction d'une économie dominée par le secteur de la fabrication. Cette prédominance n'existe plus. Pour que le gouvernement puisse augmenter les recettes afin de réduire le déficit et financer des programmes, la taxe de vente qu'il instaure doit être fonction de l'économie du pays. C'est pourquoi la TPS abaisse le taux de taxation et étend sa portée, de manière à inclure le secteur des services.

Cela me paraît d'une grande simplicité. Bien entendu, personne n'aime les taxes. Les politiciens sont rarement élus à cause de leur position sur les taxes, à moins que ce ne soit pour les abolir. Mais puisqu'il faut que les taxes existent - pour financer des programmes, abaisser le déficit - que ce soit des taxes qui aient du sens, qui tiennent compte de l'évolution de l'économie canadienne. Il est ridicule de vouloir conserver une taxe qui repose sur un secteur manufacturier dont l'importance décroît, et de conserver une taxe qui pénalise les négociants canadiens alors que le Canada est une nation commerçante. Mais les vieilles illusions et les vieilles hypothèses font encore obstacle au réalisme et au bon sens.

Que ce soit dans le domaine économique, celui des droits linguistiques ou celui des relations interethniques, de nouvelles attitudes et de nouvelles perspectives demandent à être équitablement prises en compte. En revanche, les anciennes attitudes sentent qu'elles sont remises en question, et livrent alors un vigoureux combat d'arrière-garde. C'est la raison pour laquelle l'Association for the Protection of English in Canada est revenue se placer directement sous les feux de l'actualité, avec le concours de la CBC. C'est la raison pour laquelle les partis politiques ont été formés autour du thème de "l'héritage".

Je participais il y a cinq jours à une réunion de l'OTAN à Turnberry, en Écosse. À cette occasion, le ministre britannique des Affaires étrangères, parlant de l'OTAN, a déclaré: "nous devons être les gardiens de ce que nous avons accompli, mais nous devons également en être les réformateurs". Je lui ai envoyé une note disant: "au Canada, nous appelons cela être progressiste conservateur" - et la nécessité d'avoir ce type de réaction au Canada ne s'est jamais si bien fait sentir.